

**SLA AUDIT**

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes  
Inscrite au Conseil Régional d'Alsace de l'Ordre des Experts Comptables  
Membre de la Compagnie Régionale de Colmar

**ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS  
D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN**

**Hôtel du Département  
Place du Quartier Blanc**

**67964 STRASBOURG CEDEX**

**Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

**ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS  
D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN**

Hôtel du Département  
Place du Quartier Blanc  
67964 STRASBOURG CEDEX

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale du 08 septembre 2023, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de votre association relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- La matérialisation d'un bon à payer du trésorier sur toutes les pièces comptables de dépenses,
- Le suivi des cotisations appelées aux membres, communes et EPCI, ainsi que leur recouvrement,
- Le calcul des cotisations appelées par l'Association des Maires de FRANCE.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérification des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

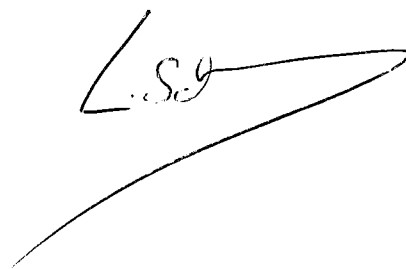
Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Oberhausbergen, le 17 Juillet 2024

Le commissaire aux comptes  
SLA AUDIT  
représenté par Laurent SCHAEFFER

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'L. Schaeffer', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

## **DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES**

### **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**BILAN ANNEE 2023**

| <b>ACTIF</b> |  |                   |                   | <b>PASSIF</b> |  |                   |                   |
|--------------|--|-------------------|-------------------|---------------|--|-------------------|-------------------|
|              |  | <b>En euros</b>   |                   |               |  | <b>En euros</b>   |                   |
|              |  | 2023              | P.M.2022          |               |  | 2023              | P.M. 2022         |
| <b>2</b>     | <b>ACTIF IMMOBILISE</b>                          | <b>12 195,92</b>  | <b>12 195,92</b>  | <b>1</b>      | <b>FONDS PROPRES</b>                   | <b>379 671,58</b> | <b>365 632,95</b> |
| 205001       | Logiciels informatiques                          | 1 820,15          | 1 820,15          | 11000         | Réserves cumulées au 1/1               | 365 632,95        | 354 196,25        |
| 280501       | Amortissement logiciels informatiques            | -1 820,15         | -1 820,15         | 12000         | Excédent (+) Déficit (-) de l'exercice | 14 038,63         | 11 436,70         |
| 218301       | Matériel de bureau et informatique               | 660,19            | 660,19            |               |  |                   |                   |
| 281831       | Amortissement autres immobilisations corporelles | -660,19           | -660,19           | <b>15</b>     | <b>PROVISIONS</b>                      | <b>35 000,00</b>  | <b>35 000,00</b>  |
| 272101       | Titres immobilisés ALSABAIL                      | 12 195,92         | 12 195,92         |               |  |                   |                   |
|              |  |                   |                   | 15800         | Provision budget formation             | 35 000,00         | 35 000,00         |
| <b>4</b>     | <b>CREANCES</b>                                  | <b>3 344,50</b>   | <b>8 088,47</b>   | <b>19</b>     | <b>FONDS DEDIES OU REPORTEES</b>       | <b>42 815,25</b>  | <b>42 815,25</b>  |
| 468701       | Produits à recevoir                              | 3 344,50          | 7 351,01          |               |  |                   |                   |
| 486000       | Charges constatées d'avance                      | 0,00              | 737,46            | 194000        | Fonds solidarité catastrophe naturelle | 42 815,25         | 42 815,25         |
|              |  |                   |                   | <b>4</b>      | <b>DETTES</b>                          | <b>59 114,21</b>  | <b>54 406,01</b>  |
| <b>5</b>     | <b>DISPONIBILITES &amp; V.M.P</b>                | <b>501 060,62</b> | <b>477 569,82</b> | 468601        | Divers charges à payer                 | 59 114,21         | 54 406,01         |
| 512101       | Compte courant Crédit Mutuel                     | 8 417,10          | 8 437,10          |               |  |                   |                   |
| 512601       | TONIC OBNL                                       | 125 000,00        | 125 000,00        |               |  |                   |                   |
| 512602       | TONIC OBNL 2                                     | 150 000,00        | 150 000,00        |               |  |                   |                   |
| 514001       | Comptes Courant La Poste                         | 81 210,37         | 68 616,97         |               |  |                   |                   |
| 514201       | Compte Livret A La Poste                         | 78 140,88         | 69 503,95         |               |  |                   |                   |
| 514501       | Compte sur Livret                                | 1 078,33          | 1 050,11          |               |  |                   |                   |
| 514601       | Compte "Solidarité catastrophe naturelle"        | 42 815,25         | 42 815,25         |               |  |                   |                   |
| 518800       | Interets CAT CCM non perçus                      | 14 398,69         | 12 146,44         |               |  |                   |                   |
|              |  | <b>516 601,04</b> | <b>497 854,21</b> |               |  | <b>516 601,04</b> | <b>497 854,21</b> |

**COMPTE DE RESULTAT AU 31 Décembre 2023**

| COMPTES DE CHARGES |   |                   |                   | COMPTES DE PRODUITS |  |                   |                   |
|--------------------|---|-------------------|-------------------|---------------------|--|-------------------|-------------------|
|                    |   | En euros          |                   |                     |  | En euros          |                   |
| 60                 | Achats - Cotisations et subventions                   | 2023              | PM 2022           | 70                  | Ventes - Prestations de services - Cotisations | 2023              | PM 2022           |
| 601001             | Cotisation AMF  | 138 292,12        | 137 809,22        | 702001              | Cotisations des membres - Communes             | 332 988,73        | 330 772,40        |
| 601201             | Cotisations diverses                                  | 1 315,00          | 1 910,00          | 702002              | Cotisations des membres - EPCI                 | 12 500,00         | 12 500,00         |
| 604000             | Sous traitance actions de formation                   | 8578,20           | 2748,92           | 706000              | Prestations de formations facturées            | 5 910,00          | 8 020,00          |
| 606401             | Fournitures administratives                           | 0,00              | 165,94            | 706100              | Prestations de formations DIFE                 | 10 596,50         | 0,00              |
|                    |   |                   |                   | <b>74</b>           | <b>Subventions d'exploitation</b>              | <b>6 690,00</b>   | <b>4 000,00</b>   |
| <b>61/62</b>       | <b>Services Extérieurs</b>                            | <b>89 815,16</b>  | <b>86 314,73</b>  | 742001              | Subvention partenariat                         | 4500,00           | 4000,00           |
| 611000             | CAC INFO Prestations paies                            | 1 548,00          | 1 464,00          | 741001              | Subvention Mairie 2000                         | 190,00            | 0,00              |
| 613001             | Locations   | 0,00              | 1 941,90          | 744001              | Aide à l'embauche                              | 2000,00           | 0,00              |
| 616000             | Prime d'assurance                                     | 936,92            | 902,09            | <b>76</b>           | <b>Produits financiers</b>                     | <b>5 069,35</b>   | <b>3 846,22</b>   |
| 618101             | Documentation générale (Secrét.abon.Maires de France) | 22 429,80         | 22 391,55         | 764001              | Revenus sur V.M.P                              | 2252,25           | 2252,25           |
| 618501             | Congrès Paris   | 57 576,38         | 52 951,09         | 768001              | Autres produits financiers (intérêts Livret A) | 2 817,10          | 1 593,97          |
| 622601             | Honoraires Commissaire aux comptes                    | 1 650,00          | 1 500,00          |                     |  |                   |                   |
| 622700             | Frais d'acte et de contentieux                        | 167,64            | 0,00              |                     |  |                   |                   |
| 623101             | Annonce et insertion                                  | 1 647,60          | 740,00            |                     |  |                   |                   |
| 625101             | Frais de déplacement                                  | 576,46            | 691,00            |                     |  |                   |                   |
| 625701             | Frais de réception                                    | 2 130,10          | 1 986,65          |                     |  |                   |                   |
| 626001             | Frais d'affranchissement                              | 271,86            | 781,05            |                     |  |                   |                   |
| 627801             | Frais bancaires                                       | 880,40            | 965,40            |                     |  |                   |                   |
| 628101             | Frais de formation des élus                           | 0,00              | 0,00              |                     |  |                   |                   |
| <b>64</b>          | <b>Charges du personnel</b>                           | <b>116 344,88</b> | <b>114 924,11</b> |                     |  |                   |                   |
| 641101             | Rémunérations Nettes                                  | 72 393,24         | 69 075,00         |                     |  |                   |                   |
| 641110             | Rémunérations Vacations                               | 816,99            | 816,65            |                     |  |                   |                   |
| 645101             | Charges sociales                                      | 42 831,41         | 44 091,76         |                     |  |                   |                   |
| 645200             | Cotisations mutuelle                                  | 303,24            | 240,70            |                     |  |                   |                   |
| 648001             | Frais de formation                                    | 0,00              | 700,00            |                     |  |                   |                   |
| <b>65</b>          | <b>Autres charges de gestion courante</b>             | <b>4 081,59</b>   | <b>3 027,00</b>   |                     |  |                   |                   |
| 658001             | Charges diverses de gestion courante                  | 4 081,59          | 3 027,00          |                     |  |                   |                   |
| <b>67</b>          | <b>Charges exceptionnelles</b>                        | <b>960,00</b>     | <b>481,00</b>     |                     |  |                   |                   |
| 672001             | Charges sur exercices antérieurs                      | 960,00            | 481,00            |                     |  |                   |                   |
| <b>69</b>          | <b>Impôts sur les sociétés</b>                        | <b>329,00</b>     | <b>321,00</b>     |                     |  |                   |                   |
| 695001             | Impôts sur les bénéfices                              | 329,00            | 322,00            |                     |  |                   |                   |
| 695002             | IS trop déclaré                                       | 0,00              | -1,00             |                     |  |                   |                   |
|                    | <b>TOTAL HORS RESULTAT</b>                            | <b>359 715,95</b> | <b>347 701,92</b> |                     | <b>TOTAL HORS RESULTAT</b>                     | <b>373 754,58</b> | <b>359 138,62</b> |
|                    | <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE (Excedent)</b>          | <b>14 038,63</b>  | <b>11 436,70</b>  |                     | <b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE (Déficit)</b>    |                   |                   |
|                    | dont résultat courant après Imp/sté                   | 14 998,63         | 11 917,70         |                     | dont résultat courant après Imp/sté            |                   |                   |
|                    | dont résultat exceptionnel                            | -960,00           | -481,00           |                     | dont résultat exceptionnel                     |                   |                   |
|                    | <b>TOTAL GENERAL</b>                                  | <b>373 754,58</b> | <b>359 138,62</b> |                     | <b>TOTAL GENERAL</b>                           | <b>373 754,58</b> | <b>359 138,62</b> |

---

**Règles et méthodes comptables**

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 – articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2, 24-3)

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 516 601,04 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et affiche un résultat positif de 14 038,63 €

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales comptables dans le respect des principes prévus par le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, et le règlement ANC n°2018-06 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Comparabilité et continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Suivis des faits caractéristiques de l'exercice.

Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs.

960,00 € correspondant à des factures 2021 IILICOWEB.

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Matériel de bureau et informatique 3 ans

Au 31/12/2023, toutes les immobilisations corporelles sont complètement amorties.

Provisions pour charges

L'association a constaté en 2020 une provision pour charges de 35 000€ pour préparer le dossier d'agrément pour la formation des maires et des élus locaux par l'association.

Cette provision reste ouverte au 31 décembre 2023, les dépenses n'ayant pas encore été engagées.

Contributions : Mise à disposition de locaux

La Collectivité Européenne d'Alsace a mis à disposition des locaux de bureaux au profit de l'Association des Maires du Bas-Rhin en 2023.

Cette contribution volontaire (Prestation en nature/Mise à disposition gratuite de biens) a été valorisée en 2023 pour un montant de 3 250€.



## ANNEXE

Tableau de suivi des Fonds dédiés 2023

| Nature                           | Montant initial | Utilisation en cours de l'exercice | Fonds collectés en cours de l'exercice | Fonds restant à engager au 31/12 | 689<br>Provision Fonds dédiés | 789<br>Report Fonds dédiés |
|----------------------------------|-----------------|------------------------------------|--|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| Solidarité catastrophe naturelle | 42 815,25       | 0,00                               | 0,00                                   | 42 815,25                        | -                             | -                          |

**SLA AUDIT**

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes  
Inscrite au Conseil Régional d'Alsace de l'Ordre des Experts Comptables  
Membre de la Compagnie Régionale de Colmar

**ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS  
D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN**

**Hôtel du Département  
Place du Quartier Blanc**

**67964 STRASBOURG CEDEX**

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

ASSOCIATION DES MAIRES ET DES PRESIDENTS  
D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN  
Hôtel du Département  
Place du Quartier Blanc  
67964 STRASBOURG CEDEX

**RAPPORT SPECIAL**  
**DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 25-2 du décret du 1<sup>er</sup> mars 1985 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions visées à l'article L.612-5 du Code de commerce qui sont intervenues au cours de l'exercice.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article L. 612-5 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de Commerce.

Fait à Oberhausbergen,  
le 17 Juillet 2024

Le commissaire aux comptes  
SLA AUDIT  
représenté par Laurent SCHAEFFER

